

# Consultation publique de la Commission de régulation de l'énergie du 14 novembre 2014 relative aux plans décennaux de développement de GRTgaz et TIGF

---

## Contribution de la Branche Infrastructures de GDF SUEZ

### Question 1 : Les modalités actuelles de consultation du marché par les GRT vous donnent-elles satisfaction ?

Les modalités sont satisfaisantes.

### Question 2 : Avez-vous des remarques sur les prévisions de consommation de GRTgaz et TIGF à l'horizon des plans à 10 ans ?

Les consommations liés à la mobilité (GNV et GNL carburant ) qui représentent un axe de développement du gaz ont été oubliées. D'autres part, compte tenu de leur influence sur le résultat global, les consommations liées à la production d'électricité auraient mérité d'être encadrées pour illustrer la forte incertitude sur ce segment.

Enfin, le taux de croissance annuel moyen égal à zéro pour les prévisions de TIGF est en décalage avec les prévisions de décroissance de GRTgaz pour les secteurs industriels et résidentiels.

### Question 3 : Quel avis portez-vous sur la solution d'investissement proposée par GRTgaz pour créer 100 GWh/j de capacités « quasi-fermes » en entrée France ?

Au-delà de la solution d'investissement proprement dite dont la consultation mentionne peu de chose sauf son coût, pourquoi ne pas avoir précisé le prix de cette capacité et consulté les expéditeurs sur cette base.

### Question 4 : Les projets de GRTgaz et de TIGF vous paraissent-ils refléter correctement les besoins du marché à l'horizon du plan ?

Pour l'heure, le marché n'a pas matérialisé son appétit pour la réalisation de capacités fermes de la France vers l'Allemagne ou pour l'augmentation de capacités entre la France et l'Espagne par des engagements financiers.

Compte tenu des hypothèses de décroissance de la demande hors production d'électricité, il faudra être extrêmement prudent avant de réaliser de nouveaux investissements et éviter, en référence à Val de Saône Gascogne Midi, que ceux-ci soient financés par les seuls consommateurs français lorsqu'ils profitent également aux pays adjacents et dans une plus large mesure à l'Europe dans sa construction d'un marché gazier européen. A ce titre, la CRE doit être garante de la juste allocation des coûts.